



Courrier adressé aux député·es du Nouveau Front Populaire

Madame la Députée, Monsieur le Député,

Dans cette période de trouble institutionnel, le gouvernement actuel, en sursis, maintient sa réforme de la formation des enseignant·es et CPE, pourtant très largement contestée par les acteurs et les actrices de la formation, ainsi que par les organisations syndicales. Elles en demandent le report, comme France université, le Réseau des INSPÉ, la Conférence des Vices-Présidents de Conseils de la formation et de la vie universitaire, la Commission permanente du Conseil national des universités, de nombreuses sociétés savantes et associations professionnelles.

Alors que le déplacement du concours, avancé à bac+3, est présenté comme une solution en soi aux problèmes de recrutement des enseignant·es et des CPE, le SNESUP-FSU alerte les député·es du Nouveau Front Populaire sur les conditions nécessaires à une réelle amélioration de la formation et de l'attractivité des métiers de l'enseignement : la dimension universitaire de la formation et des structures qui l'abritent, le respect des INSPÉ et de leurs personnels, le maillage territorial des futures formations de licence et de master "enseignement", un budget pour la formation à la hauteur des besoins, un financement des études et de la formation des étudiant·es et stagiaires quel que soit leur statut et sans qu'ils soient considéré·es comme "moyens d'emploi".

La réforme envisagée par le gouvernement actuel ne remplit aucune de ces conditions, et repose en outre sur une conception étroite et réactionnaire des métiers de la formation et de l'enseignement, réduits à des métiers d'exécution. Menée à marche forcée, sans aucun bilan ni concertation, elle pose aussi un problème de méthode et impose un calendrier intenable, qui bafoue les règles de fonctionnement universitaire.

Le 9 juillet 2024, à l'antenne d'une radio nationale, Mme Belloubet affirme pourtant qu'elle espère pouvoir publier dans les jours qui viennent le décret mettant en œuvre cette réforme. Ces propos confirment le mépris habituel à l'égard des acteurs et des actrices de la formation – comme plus généralement à toute forme de démocratie sociale.

Nous vous alertons sur cette manœuvre de dernière minute et vous appelons à tout faire pour l'empêcher.

Si les questions de formation des enseignant-es et CPE peuvent paraître techniques, elles constituent en réalité un enjeu crucial pour la démocratie et la lutte contre l'extrême droite, engageant l'avenir et l'éducation de plusieurs générations d'élèves. Nous sommes disponibles pour vous présenter nos propositions pour une formation des enseignant-es et des CPE pour répondre à la crise actuelle d'attractivité des métiers de l'enseignement, à l'exigence de démocratisation de l'école et aux besoins de la société.

Nous vous remercions de l'attention que vous porterez à notre message et nous vous prions de croire, Madame la Députée, Monsieur le Député, à notre attachement au service public d'éducation et de recherche.

Anne Roger et Caroline Mauriat,
co-Secrétaires générales du SNESUP-FSU

Muriel Coret et Vincent Charbonnier,
co-responsables du collectif national Formation des
enseignant-es et CPE du SNESUP-FSU

CONTACTS

SNESUP-FSU
78 rue du Faubourg Saint-Denis
75010 PARIS

Tél. : 01 44 79 96 21
sg@snesup.fr
www.snesup.fr

